

A l'annonce de la prochaine signature des APE, un entretien avec Ibrahim Coulibaly, ambassadeur de la FAO pour l'AIAF, vice-président du Roppa et président de la coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP)

« L'APE va signer la mort des tentatives d'intégration régionale de l'Afrique de l'ouest et y installer la précarité et l'instabilité totale »

Dénonçant la désinformation des peuples d'Afrique de l'Ouest comme d'Europe, le leader paysan fait le parallèle avec les négociations TAFTA et compte sur la société civile européenne pour empêcher la ratification des APE par le Parlement européen.

Q1- Après l'approbation par les 15 pays membres de la CEDEAO et la Mauritanie de la signature de l'APE le 10 juillet dernier, peut-on encore échapper à l'entrée en vigueur des APE ?

« Les carottes sont cuites » depuis très longtemps : le jeu n'est pas équilibré. C'est la seule raison qui nous amène encore à parler de ces APE : s'il y a eu en Afrique une résistance forte à un processus de négociation, c'est bien les APE ! La société civile s'est mobilisée comme un seul homme, il y a eu des études de toutes part (société civile, CEDEAO, UE) et toutes les études ont montré que le résultat serait négatif pour le développement de la région ouest-africaine. Pas une seule étude sérieuse n'a pu démontrer le contraire. Malgré tout, on n'a pas réussi à ajourner ces négociations. Cela signifie qu'en réalité, il y a un processus politique sous-jacent avec des calculs politiques de court termes, de sorte que je ne pense pas qu'on puisse encore échapper aux APE.

Q2- En quoi la perspective de ces accords n'est pas une bonne nouvelle pour la société civile d'Afrique de l'Ouest, et en particulier ses organisations paysannes?

L'économie de notre région repose encore majoritairement sur le secteur rural et agricole : c'est le secteur qui crée le plus de travail et le plus de richesses et c'est en plus le secteur qui nourrit ; le fait que nous dépensions des milliards de dollars pour acheter de la nourriture importée contribue en même temps à plomber nos économies, et tout cela est encore une fois lié au secteur agricole. En signant les APE, on brade notre économie. On pense que si ces APE sont signés, ce sera pour des raisons politiques : nos dirigeants cherchent à se maintenir au pouvoir et ne pas avoir de problème avec l'Europe quand ils vont changer leur constitution. Le Nigéria était le poids lourd de la résistance contre les APE : à cause de Boko Haram aujourd'hui le Nigéria ne peut pas dire non à la France ni à l'Union européenne. C'est aussi simple que ça ; il y a donc toute une série de raisons politiques qui sont à l'œuvre et qui n'ont rien à voir avec les arguments économiques mis en avant quand on dit que les APE seront favorables pour la croissance et l'intégration et les investissements.

Q3- Qu'est-ce qui explique alors la signature subite ? Le risque d'une désintégration durable de l'espace économique régional en cas de non signature a été avancé pour justifier cet accord. Qu'en pensez-vous ?

Mais c'est justement cet accord qui va signer la mort de cet espace ! Pour nous, la CEDEAO sera morte le jour où les accords vont entrer en vigueur ; on ne voit plus pourquoi continuer à parler

d'intégration si c'est pour nous donner pieds et poings liés à l'Europe? Pour nous, la désintégration c'est les APE; une fois entrés en vigueur c'est terminé, chacun n'aura qu'à rentrer chez lui et à se débrouiller comme il peut ! Sur le plan économique, c'est foutu; l'intégration économique va mourir car le commerce intra régional va disparaître au profit des échanges avec l'Europe. Or notre seule chance aujourd'hui de créer de la richesse et des emplois, c'est précisément de développer le commerce intra régional.

Pourquoi l'Union européenne a fait signer des accords intérimaires au Ghana et à la Côte d'Ivoire, sinon pour tuer l'intégration, ou la fragiliser en tout cas ?! L'Union européenne négocie actuellement un accord avec les Américains, est-ce qu'on pourrait accepter que les USA négocient en même temps des accords avec la France ou la Belgique? Cela est en contradiction avec le projet d'intégration économique et politique sous-régionale.

Q4- Quelles sont aujourd'hui les préconisations du ROPPA ?

Le ROPPA a fait des propositions depuis plusieurs années. L'une d'elle serait d'évaluer ce que perdent ces pays qui ont signé des APE intérimaires, et qu'on essaie, dans le cadre de l'intégration régionale, de trouver des mécanismes de compensation. Mais cet accord est en contradiction flagrante avec toutes les ambitions que la CEDEAO affiche en termes de progrès de l'intégration et des échanges et d'avancées dans les politiques sectorielles.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où l'Afrique est très courtisée. Tout le monde veut venir investir en Afrique : la Chine, le Japon, les Etats-Unis... Elle est devenue très attractive, alors pourquoi accepter un accord qui va nous donner pieds et poings liés à un continent qui n'a plus de croissance, qui dépérit avec lequel les échanges ne font que décliner depuis des décennies. Nous dénonçons cet accord avec énergie et nous ne pourrions jamais être d'accord avec les APE car nous savons que cela ne va pas créer de la croissance mais va détruire l'économie rurale et créer une migration massive des campagnes vers les villes et une situation où les jeunes n'auront pas de travail ... C'est presque une forme de subvention au terrorisme qu'on est en train de construire parce qu'il n'y a pas d'avenir pour les jeunes avec ces APE. Aujourd'hui c'est déjà difficile de maintenir les jeunes dans les villages alors qu'ils ne croient plus à l'agriculture et qu'ils préfèrent aller chercher de l'or. Déjà on essaie de lutter contre ce phénomène de l'orpaillage. Si on ajoute les APE, on va détruire le peu qu'il y a. Véritablement c'est la précarité et l'instabilité totale qui vont s'installer partout.

Q5- Quels leviers d'action ou de résistance vous restent-ils ? Obtenir la non ratification des accords par les Parlements nationaux est-il désormais la seule solution ?

On compte d'abord sur le Parlement européen en tant qu'émanation du peuple européen : qu'il réfléchisse. Il ne donnera aucune chance à l'Afrique en signant cet accord-là. Une pétition circule pour demander au Parlement européen de ne pas ratifier cet accord. La seconde phase, c'est aussi que les Parlements africains ne ratifient pas cet accord. Enfin, on peut saisir la Cour de justice de la CEDEAO contre les chefs d'Etat qui ont signé cet accord inique. On a tous les arguments politiques; y compris les études faites par la CEDEAO elle-même et qui ont montré que ce serait destructeur pour les économies de la région. Si, malgré nos recours, on n'arrive pas à nos fins, le verdict des peuples africains sera là : nos économies vont être si fragilisées que l'on peut s'attendre à des troubles. On compte beaucoup sur la société civile européenne. Nous créons des mécanismes pour que nos alliés se mobilisent et fassent pression sur le Parlement européen afin que cet accord ne soit pas ratifié.

L'Europe doit comprendre que cet accord de libre échange qui va lui permettre de déverser ces surplus agricoles et alimentaires subventionnés sur nos marchés ne va pas rendre service à l'Europe elle-même. Si les gens se mobilisent, on peut créer des relations plus équilibrées entre nos continents. Ce n'est pas l'Afrique qui se ferme à l'Europe; au contraire mais l'Europe devrait changer sa stratégie économique avec l'Afrique.

Q6- APE et TAFTA, même combat?

Plus ou moins. La négociation TAFTA permet en effet à la société civile européenne de comprendre ce que nous vivons. Même les organisations sœurs, comme les Organisations paysannes européennes, ne se sont pas beaucoup mobilisées mais « grâce » aux négociations actuelles avec les USA, elles prennent conscience que c'est le même problème. Je pense que TAFTA va favoriser la sensibilisation de la société civile en Europe.

Q7- Que disent ces accords de la manière dont l'Union européenne envisage son rôle ?

Pour nous, l'Europe continue son rôle de colonisateur en Afrique; des pays comme la France et la Grande-Bretagne ont une influence énorme sur nos régimes politiques. Nous constatons que les chefs d'Etat africains ne sont pas élus par leur peuple mais que c'est l'Europe qui les met en place et les défait s'ils ne se rangent pas du côté de l'Europe. C'est une colonisation pire que la première car on ne nous laisse aucune chance, nous n'avons que l'agriculture et, si on détruit l'agriculture et l'alimentation, il ne nous restera rien du tout. On ne va pas créer du travail avec les APE. C'est très grave.

Q8- La mobilisation va se poursuivre alors?

On n'a pas le choix, c'est notre vie qui est en danger; en tant qu'Organisation paysanne, nous ne pouvons pas faire autrement que de nous battre tant que nous aurons une parcelle d'énergie dans nos corps. On va mobiliser tous les réseaux en Afrique de l'Ouest et ne pas baisser les bras parce qu'on ne peut accepter un accord totalement inutile et inique.

Propos recueillis par Marine Lefebvre le 31 juillet 2014